

Dans le cadre du Salon du livre et de la culture du CLAE à Luxembourg-Ville
Samedi, le 25 février 2023

Manfred SAPPER

« Testfall Ukraine – La guerre de la Russie, l'Occident et les chemins de la paix »

Dans un mot d'introduction, Claude Pantaleoni, président d'Ad Pacem, a rappelé qu'il y avait exactement un an que la Russie avait attaqué l'Ukraine voisine dans le but de détruire cet Etat et de retirer aux Ukrainiens toute raison d'être en tant que peuple. Depuis, Poutine tente de justifier son projet auprès de son peuple par des mensonges et des falsifications historiques. L'ordre de paix européen est en grand danger. Afin de sonder, dans cette situation de guerre, les faiblesses et les forces de l'Europe ainsi que les scénarios possibles pour mettre fin à la guerre, le comité directeur d'Ad Pacem a invité M. Sapper, du plus ancien mensuel d'Europe de l'Est, pour une conférence.

M. Sapper a étudié l'Histoire de l'Europe de l'Est et les sciences politiques. Sous sa direction, la revue "Osteuropa" a reçu plusieurs prix. Les plus connus sont le "Prix du dialogue" de l'Association germano-polonaise et le "Prix Karl Wilhelm Fricke" de la Fondation fédérale pour le travail de mémoire (Bundesstiftung Aufarbeitung). L'un des objectifs de cette revue interdisciplinaire, important pour les Européens de l'Ouest, est de mieux faire connaître les différentes réalités historiques des Européens de l'Est.

Après avoir salué et présenté l'invité, M. Pantaleoni a demandé à toutes les personnes présentes dans la salle de se lever pour observer une minute de silence à la mémoire des blessés et des morts que la guerre d'agression russe a causés au cours de la première année.

Pourquoi livrer des armes à l'Ukraine ?

Depuis le début de la guerre, le général de l'OTAN Jens Stoltenberg réclame davantage de livraisons d'armes à l'Ukraine, afin que la victoire contre la Russie se fasse sur le champ de bataille. D'où la question posée à Sapper de savoir si la victoire ne peut être obtenue que sur le champ de bataille.

Sapper rappelle que pour la communauté des Etats européens et pour l'Occident en général, les guerres d'agression sont globalement interdites. Cela est réglé par la Charte des Nations unies et il n'y a aucun doute à ce sujet. Toutefois, l'article 51 de cette charte stipule que les guerres défensives sont des guerres justifiées et que tout État attaqué a le droit d'espérer et de recevoir le soutien d'autres États. Lorsque la Fédération de Russie a attaqué l'Ukraine le 24 février 2022, c'est en vertu de cet article que le soutien militaire a été organisé, sans qu'il y ait eu un but de guerre de la part des Européens, des Etats-Unis ou des Britanniques. Il s'agissait de la simple considération selon laquelle l'agressé a le droit de se défendre et d'être soutenu lorsque sa liberté, son autodétermination et sa souveraineté sont violées. Mais jusqu'à aujourd'hui, avec les livraisons d'armes, on pose tout de même la question de l'objectif. Il y a une différence entre les intérêts de l'Ukraine et les intérêts des Etats-Unis ou

des Etats européens. Ces intérêts peuvent être identifiés par les petites différences sémantiques des hommes politiques en France, au Luxembourg, en Allemagne ou en Pologne : L'Ukraine ne doit pas perdre cette guerre ou la Russie ne doit pas gagner cette guerre ou la Russie doit perdre cette guerre - ce sont trois formulations clés ou interprétations différentes, alors qu'il est évident que sans l'aide militaire de l'Occident, l'Ukraine aurait été détruite depuis la mi-mars (2022), des dizaines de milliers de personnes appartenant à l'élite politique ou ayant résisté auraient été tuées, des centaines de milliers auraient été déportées ou envoyées dans des camps de filtration, comme cela se produit depuis la première guerre d'agression dans l'est de l'Ukraine en 2014. Là où l'armée ukrainienne s'est retirée et où la paix n'est pas revenue, des crimes ont été commis contre la population civile, comme à Boutcha, à Izioum et dans d'autres villes, au nord de Kiev et au nord-est dans la région de Kharkiv ou dans les zones où les combats font rage depuis 2014. Il ne faut pas oublier que la guerre en est à sa neuvième année et qu'au cours de ces années, environ 15.000 personnes ont été tuées dans les territoires occupés par les Russes. C'est la raison pour laquelle l'Occident, en particulier les Britanniques, les Américains et, de plus en plus, les membres de l'OTAN et de l'Union européenne, fournissent des armes.

Tirer les leçons de la première occupation russe

A la question de savoir pourquoi il y a de grands retards dans les livraisons d'armes en provenance d'Europe, Sapper répond en expliquant que depuis l'annexion de la Crimée par les "petits hommes verts", qui étaient en réalité des unités spéciales russes du GRU (= service de renseignement militaire russe), les Britanniques, les Américains et les Canadiens ont mené un vaste programme de formation pour renforcer la capacité de combat de l'armée ukrainienne. En effet, celle-ci a capitulé sans bruit en 2014 en Crimée et dans l'est de l'Ukraine. Avec les instructeurs militaires britanniques, nord-américains et canadiens, des canaux et des voies de communication se sont mis en place, ce qui a également permis, depuis le 24 février 2022, de recevoir rapidement des armes de ces pays. Les responsables de ces pays ont également été les premiers à comprendre que l'Ukraine avait absolument besoin d'un soutien militaire. Ce ne sont pas les poids lourds politiques de l'Union européenne ni les puissances nucléaires européennes relativement fortes que sont la France et l'Angleterre qui ont proposé une aide militaire, mais ce sont surtout les petits Etats baltes, (occupés en 1941), la Slovaquie et la République tchèque, (occupées en 1938) et la Pologne (victime du pacte Hitler-Staline en 1939) qui ont aidé l'Ukraine, tous ayant eux-mêmes fait des expériences négatives avec l'Union soviétique en perdant leur propre souveraineté. Ce n'est que par la suite qu'un changement de mentalité s'est lentement opéré au sein de l'Union européenne. Lorsque l'Allemagne, qui voulait rester à l'écart de toutes les zones de combat, a offert 5.000 casques à l'Ukraine au début de la guerre, cela a été ridicule aux yeux des Européens de l'Est et du Centre, car ils se sont rangés bien plus résolument du côté de l'agressé.

« Plus jamais de guerre ! »

A la question de savoir pourquoi il faut un an pour livrer des chars à l'Ukraine, Sapper répond que les souvenirs historiques et les cultures politiques des Etats européens sont extrêmement différents. La question décisive reste celle de la mémoire de la guerre dans la culture politique de chaque pays jusqu'à aujourd'hui. Dans le contexte de la responsabilité

historique, voici ce qui s'applique aujourd'hui à l'Allemagne : Étant donné qu'elle a été largement responsable de la Première Guerre mondiale et qu'elle a également provoqué la Seconde Guerre mondiale, les Allemands en ont fait l'impératif catégorique « Plus jamais la guerre ! » Dans la mémoire collective des Allemands, aujourd'hui, guerre égale guerre d'agression. On se tient donc à l'écart.

Bien sûr, la situation est complètement différente du point de vue de la Pologne, qui a été envahie par l'Allemagne nazie le 1er septembre 1939 et, ce que nous, Européens de l'Ouest, ignorons généralement, par l'Union soviétique le 17 septembre de la même année. Les Polonais se sont soudain retrouvés entre le marteau et l'enclume. C'est le film d'Andrzej Wajda "Katyn" qui illustre le mieux ce phénomène, dans lequel les gens sont attaqués par la Wehrmacht depuis l'ouest et par l'Armée rouge depuis l'est. Les Baltes ont vécu une expérience similaire lorsqu'ils se sont retrouvés entre les troupes d'Hitler et de Staline, qui voulaient tous les deux occuper leur pays. Cela explique pourquoi il existe en Allemagne, en France et en Espagne une volonté différente d'apporter une aide militaire à l'Ukraine. Ceux qui ont fait partie de la zone de pouvoir soviétique, ceux qui y ont vécu la perte de leur propre souveraineté, ont immédiatement compris la guerre d'agression russe. Les pays qui ont été occupés en Europe occidentale pendant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas eu le même problème fondamental que l'Allemagne pour reconnaître, même quatre-vingts ans plus tard, la légitimité de la guerre défensive. Au moment de cette conférence, une manifestation pour la paix se déroule à la porte de Brandebourg à Berlin avec des amies d'Alice Schwarzer et de Sahra Wagenknecht sous le slogan « Plus jamais de livraisons d'armes ». Selon Sapper, ces activistes font en fait de l'Ukraine la coupable et de la Russie la victime, ce qui est une inversion révoltante de la réalité. Un tel débat ne pourrait jamais avoir lieu en Pologne.

Une guerre nucléaire limitée

On entend dans de nombreux pays européens l'affirmation selon laquelle l'Ukraine est en soi vouée à l'échec parce que le pays est plus petit et n'a pas le potentiel militaire de la Russie. La petite Ukraine (40 millions d'habitants) ne pourra jamais vaincre son grand voisin, la Russie (140 millions d'habitants), qui est territorialement 21 fois plus grande. L'Ukraine n'est pas une puissance nucléaire comme la Russie. On ne peut pas gagner une guerre contre une puissance nucléaire. Pour Monsieur Sapper, ce raisonnement est "creux" et il s'étonne que les journalistes qui le diffusent ne réfléchissent pas. Car les guerres de décolonisation du 20e siècle ont eu lieu contre des puissances nucléaires : L'Algérie a gagné contre la France, le Vietnam a gagné contre les Etats-Unis, l'Union soviétique a perdu en Afghanistan contre les moudjahidin. Historiquement, cet argument ne tient donc pas la route.

Sapper ne sait pas ce qui se passe réellement dans la tête de Poutine. A la question de savoir quand les bombes atomiques seront utilisées, Sapper répond par l'exemple des Etats-Unis, qui les ont larguées au Japon sur Hiroshima et Nagasaki les 8 et 9 août 1945 pour montrer leur puissance. La stratégie nucléaire de la Russie prévoit d'utiliser les armes nucléaires lorsque l'existence de l'Etat est menacée. Nous ne savons pas quand et si cette menace existentielle se concrétisera. Poutine a menacé d'utiliser les armes nucléaires en 2022, lorsque l'armée russe a été mise en difficulté par ses armes conventionnelles. En menaçant de recourir aux armes nucléaires, il a tenté de susciter la peur chez les partisans de l'Ukraine, chez qui cette dissuasion fonctionne. Mais cette dissuasion n'a aucun effet sur les pays d'Europe centrale et orientale qui faisaient partie de l'empire communiste, car ils savent

comment les services secrets russes et leurs chefs militaires pensent et qu'ils veulent s'imposer par l'intimidation. La probabilité d'une utilisation d'armes nucléaires est relativement faible dans l'est de l'Ukraine, car les dommages collatéraux immédiats y seraient graves, même pour les régions frontalières russes, avec environ 250 jours de vent d'ouest par an. C'est donc là que l'auto-dissuasion fonctionne.

Jusqu'à aujourd'hui, il existe entre les Américains et les Russes une dissuasion convenue fonctionnant à un niveau supérieur, qui empêche la capacité de destruction mutuelle nucléaire. Elle est désignée par l'abréviation "MAD", ce qui signifie "mutual assured destruction". Pour l'instant, cela n'aurait militairement aucun sens pour la Russie d'utiliser l'arme nucléaire. La Russie n'en profiterait pas du tout. Sapper estime que la probabilité d'une utilisation de l'arme nucléaire est très faible. Mais la probabilité que la Russie menace de plus en plus de le faire augmentera au fur et à mesure que la Russie sera mise en difficulté militairement avec des armes conventionnelles sur le champ de bataille des territoires ukrainiens annexés de Louhansk, Donetsk, Zaporizhia, Kherson et de la Crimée.

Une intervention de l'OTAN en Ukraine est-elle possible ?

A la question de savoir si une intervention de l'OTAN en Ukraine est envisageable comme lors de la guerre contre la Serbie, où elle avait provoqué la fin de la guerre, Sapper répond par un non catégorique, car il s'agit de deux constellations bien différentes. La guerre de Yougoslavie était une guerre civile et une guerre de dissolution d'une fédération dont la cohésion était assurée par la forte domination serbe du titisme. La Russie n'était pas partie à la guerre à l'époque. Mais aujourd'hui, la Russie est un belligérant direct. Les Américains ne soutiendront l'Ukraine qu'aussi fortement et aussi longtemps que les Etats-Unis et l'Europe ne seront pas directement impliqués dans la guerre contre la Russie. L'OTAN et l'Ukraine ont des intérêts différents vis-à-vis de la Russie. Même si l'Ukraine fait tout son possible pour attirer l'Occident de son côté sur le plan militaire, économique et politique, cela ne conduira jamais à une intervention de l'OTAN là-bas.

Les Américains mettent à la disposition de l'Ukraine des données de reconnaissance, comme lors du torpillage du croiseur russe Moskva en mer Noire, où les vols de reconnaissance ont fourni les données nécessaires aux militaires ukrainiens. Les Américains savent quand un commandant en chef russe se rend dans les territoires occupés, et ils disent aux militaires ukrainiens que celui-ci ne doit pas être attaqué. Car les Russes savent que cela n'est possible que grâce à la médiation des données de reconnaissance américaines. Les Américains ne laissent pas l'escalade de la guerre aller aussi loin. Lorsque le président américain Joe Biden s'est montré en pleine rue à Kiev avec Zelensky, les Russes en ont été informés au préalable afin qu'ils ne lancent pas d'attaque contre Kiev.

Ces canaux de communication continuent à fonctionner et il n'y aura pas d'intervention de l'OTAN, à moins qu'une attaque (malencontreuse) de la Russie sur le territoire de l'OTAN ne se produise, comme cela a été le cas avec un missile de croisière sur le territoire polonais à l'automne 2022. Selon Sapper, cet incident n'a pas été élucidé jusqu'à ce jour. Officiellement, il s'agit d'un missile ukrainien qui s'est écrasé et qui a abattu des missiles de croisière russes. Lors de sa visite en Ukraine, le président américain a clairement déclaré qu'une attaque contre la Pologne ou les pays baltes signifierait, selon l'article 5, une intervention militaire de l'OTAN. Depuis la crise de Cuba il y a soixante ans, l'OTAN ne s'est jamais retrouvée dans une situation aussi grave.

La guerre éclair de la Russie a échoué

« Poutine est-il entouré de généraux et d'un FSB qui le soutiennent à cent pour cent, ou faut-il s'attendre à l'avenir à des divisions au sein de son cercle de conseillers ? » A cette question, Sapper répond en indiquant que les documents de reconnaissance du FSB à Poutine ont produit une débâcle. Ils sont partis du principe qu'avec une guerre éclair de trois ou quatre jours, comme en Géorgie en 2008, les objectifs seraient atteints. Ils n'ont pas tenu compte du changement de mentalité des Ukrainiens et de l'évolution des capacités militaires suite aux huit dernières années de guerre. L'armée ukrainienne, suivant le modèle occidental, a changé sa façon de faire la guerre. Ils ont procédé à une décentralisation et à une modification de la structure des responsabilités dans le domaine militaire. Cela a eu pour conséquence que l'armée ukrainienne, bien qu'elle soit largement inférieure en nombre, a réussi, lorsque les colonnes militaires russes sont entrées dans le pays par le nord, l'est et le sud-est, à anéantir les formations russes avec de petites unités agissant indépendamment les unes des autres. Personne ne s'y attendait. Les Russes sont partis du principe que leurs unités d'élite des troupes aéroportées (parachutistes) allaient atterrir à l'aéroport d'Hostomel, situé au nord de Kiev, pour y mener prochainement un coup d'État à Kiev afin de renverser le régime ukrainien et de le remplacer par un régime favorable à la Russie. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a jusqu'à présent coûté la vie à des dizaines de milliers de soldats russes. Il y a des conflits à ce sujet au sein de la direction de l'élite russe, qui est normalement considérée comme fermée en Occident. Il y a des conflits entre les responsables des services secrets, qui sont responsables des erreurs, et les responsables des troupes dont les soldats meurent. Car après dix semaines de guerre, la Russie a perdu plus de soldats que l'Union soviétique après dix ans en Afghanistan. Ces conflits sont objectivement présents. « Nous devons nous représenter Poutine comme un arbitre », explique Sapper, car « il n'est pas le dictateur dominant qui contrôle tout, mais différents groupes d'intérêts ont leur position et l'apportent dans le troc politique ».

Possible fin de la guerre

« Chaque matin, la journée de Poutine commence par la lecture de trois dossiers. » Le premier, du FSB, informe sur la situation générale dans le monde. Le deuxième est du service de renseignement extérieur sur l'évolution dans les autres pays et le troisième est le service fédéral de protection (une division des services secrets), qui ne fait rien d'autre que de contrôler les élites russes. C'est ici que sont traités par exemple les conflits entre la troupe Wagner et l'armée ou entre les combattants tchéchènes (Kadirovsky) et l'armée. Sapper voit une possible fin de la guerre précisément à ce niveau, où une scission peut se produire, à savoir lorsque les coûts et les sacrifices de cette guerre ne sont plus supportés par les élites. Si la peur de Poutine devient moins importante que la peur des coûts trop élevés de la guerre, les élites russes pourraient se prononcer en faveur d'une fin. C'est là, selon Sapper, que la stabilité autoritaire du régime de Poutine fera (devra faire) ses preuves dans les semaines et les mois à venir. Il en conclut que l'Ukraine devrait être équipée militairement au cours de cet hiver 2023 de telle sorte qu'elle ne soit pas complètement détruite et réduite en cendres lors de la prochaine offensive russe. Il faut en revanche que les coûts deviennent si élevés pour les élites russes que la poursuite de la guerre n'ait plus de sens pour elles et qu'il soit plus raisonnable d'y mettre fin. Il s'agit d'une perspective réaliste.

Un auditeur dans la salle affirme que cette guerre n'est ni dans l'intérêt de l'Ukraine, ni dans celui de la Russie ou de l'Occident. Elle serait dans l'intérêt d'autres groupes. Il demande à Sapper, qu'il qualifie de démagogue parce qu'il minimise le manifeste de Wagenknecht et Schwarzer, pourquoi cette guerre n'est pas évitée.

Révisionnisme dans la Russie impériale

Sapper rétorque en citant Albert Einstein et Bertrand Russell, qui étaient déjà conscients que le nazisme ne pouvait pas être combattu par une attitude fondamentalement pacifiste. Le soutien militaire à la Pologne et la libération militaire de l'Europe de la domination nazie étaient justes et équitables.

Derrière la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, il n'y a pas les intérêts de l'industrie de l'armement et de l'Amérique impériale, mais c'est la pensée impériale de la Russie qui n'accepte pas l'indépendance et la responsabilité personnelle de l'Ukraine. Cette guerre n'est ni dans l'intérêt de l'Ukraine, ni dans celui de la population russe ou des Européens. Mais elle est dans l'intérêt du régime russe qui, depuis 2011/2012, avec le retour de Poutine à la présidence, détruit systématiquement toute forme d'autonomie de la société civile. Le pluralisme des médias en Russie a ainsi été miné et les défenseurs des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales, et les journalistes qui bénéficiaient d'un soutien financier de l'étranger ont été privés de toute raison d'être. Memorial, une importante organisation russe de défense des droits de l'homme, a été interdite et dépossédée de ses biens. Un régime autoritaire, agressif et révisionniste s'est mis en place en Russie. C'est ce qui se passe depuis que Poutine a déclaré en 2005 que la dissolution de l'Union soviétique était la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle et qu'il ferait tout son possible, étape par étape, pour repousser cette dissolution. Dans l'esprit de Poutine, le cœur de l'Ukraine fait partie de l'empire russe, tout comme la Biélorussie, que le patriarche orthodoxe Cyrille appelle pour sa part la Sainte Rus. Lorsqu'en 1938, le traité de Munich a décidé de démanteler la Tchécoslovaquie, personne ne l'a pris au sérieux. En 1939, les nazis ont envahi la Pologne et ensuite les autres pays d'Europe. Ainsi, depuis 1938, le révisionnisme est à nouveau d'actualité en Europe.

Sapper critique le manifeste de Sahra Wagenknecht et d'Alice Schwarzer parce qu'il ne précise pas que le 24 février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine et que les auteurs des meurtres et des destructions n'y sont pas nommés. Pas un seul mot n'est prononcé pour l'arrêt des livraisons d'armes russes à l'armée russe qui se bat en Ukraine, alors que le président ukrainien est accusé de demander des armes à l'Occident pour défendre son pays. Au lieu de Scholz, l'appel de ce manifeste devrait s'adresser à Poutine.

Traité de Budapest 1994

Dans la phase tardive de l'Union soviétique, des représentants américains à Kiev avaient plaidé devant la Verkhovna Rada pour que l'Ukraine reste une partie de la Russie, et ils étaient opposés à l'indépendance du pays. En 1994, l'Amérique et tous les pays occidentaux avaient plaidé pour que les puissances nucléaires que sont la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan remettent leurs armes nucléaires à la Russie ou à l'Amérique afin d'être détruites. Cette année-là, les Américains avaient signé avec les Russes, les Britanniques et l'Ukraine le traité de Budapest, qui garantit l'intégrité territoriale de l'Ukraine si elle renonce

à ses armes nucléaires. Mais les Russes ont détruit cette intégrité territoriale de l'Ukraine en 2014, sans que les Britanniques et les Américains ne fassent quoi que ce soit. Cela donne aujourd'hui à ces garants du traité de Budapest la légitimité de fournir des armes à l'Ukraine pour que l'intégrité territoriale du pays soit rétablie. Après le traité de Budapest, les Américains se sont largement retirés d'Europe et cela correspond à une « vieille pensée » selon laquelle, ainsi Sapper, les Américains auraient un intérêt pour l'Europe. Leur intérêt se porte surtout sur la situation conflictuelle du sud-est du Pacifique, où la Chine étend sa puissance. Obama a même qualifié la Russie de « puissance régionale sans importance ». Du point de vue européen, la fixation sur les Etats-Unis a été importante des années 70 aux années 90 du XXe siècle. Mais la fixation sur les Etats-Unis pour expliquer la guerre de la Russie contre l'Ukraine ne tient pas la route empiriquement. Elle ne s'applique pas politiquement, mais aide peut-être à clarifier la question des coupables. Même les entreprises d'armement allemandes ne sont pas assez puissantes pour inciter Poutine à envahir l'Ukraine afin d'augmenter leurs commandes.

En réponse aux réflexions d'un invité dans la salle sur la raison pour laquelle ce sont précisément les Américains et non l'Europe qui ont fortement soutenu l'Ukraine en armes, sur la durée de ce soutien et sur le moment où l'Europe assumera l'entière responsabilité du soutien à l'Ukraine, Sapper affirme que la guerre de Poutine a jusqu'à présent atteint le contraire de ce qu'elle voulait atteindre. Il a ramené en Europe « l'OTAN en état de mort cérébrale » (Emmanuel Macron) ou « l'OTAN obsolète » (Donald Trump), l'a relancée, puis a unifié l'Union européenne avec ses multiples conflits et a poussé des Etats neutres comme la Finlande et la Suède à frapper à la porte de l'OTAN. Depuis 1945, c'est aussi la première fois que les Européens connaissent une guerre territoriale forte, ce qu'ils n'imaginaient plus. De même qu'une guerre entre la France et l'Allemagne n'est plus imaginable aujourd'hui, on pensait jusqu'à récemment qu'il en allait de même pour tout l'espace européen. Il se peut que cette guerre conduise à une refondation de l'image que l'Union européenne et l'OTAN ont d'elles-mêmes et que les Européens comprennent que la liberté et l'autodétermination ne vont pas de soi pour la Russie. Il est faux de penser que les États-Unis vont soutenir militairement l'Ukraine en permanence. Si Trump avait été président dans cette situation, l'Ukraine aurait déjà été détruite. La guerre aurait pris fin assez rapidement sous la forme d'une guerre éclair. L'idée de l'OSCE ou d'un ordre international basé sur des règles est également détruite. La compréhension de l'Union européenne et les principes de base de ce que nous avons appris de la Seconde Guerre mondiale (« Plus jamais des États n'envahiront d'autres États ; plus jamais des territoires ne seront annexés illégalement ; plus jamais des frontières ne seront déplacées par la force ») ont été détruits par cette guerre. C'est la raison pour laquelle une attitude pacifiste radicale, basée sur une éthique de conviction, est erronée dans le cas de la guerre en Ukraine. Elle ne permet pas de trouver une solution responsable sur la manière de gérer la guerre d'agression de Poutine. Poutine est un révisionniste et poursuit des objectifs agressifs et belliqueux qui ont été sous-estimés par les Européens jusqu'à cette guerre d'agression.

Des Nations unies (ONU) impuissantes

Pourquoi faut-il attendre la Chine pour qu'un plan de paix soit présenté et pourquoi les Nations unies ne peuvent-elles pas le faire ? A cela, Sapper répond que cette organisation de la communauté mondiale souffre depuis le début d'un défaut de naissance. Les vainqueurs et les puissances nucléaires de la Seconde Guerre mondiale ont tous un droit de veto, ce qui

permet à la Russie de faire valoir son droit de veto sur un plan de paix. Les représentations de la communauté internationale ont tenté à deux reprises depuis le début de la guerre d'exercer une « pression » en faveur d'une fin de la guerre par le biais de résolutions. A deux reprises, une majorité écrasante a voté en faveur de la fin de la guerre. Au final, 141 Etats ont soutenu la résolution demandant à la Russie de retirer ses troupes d'Ukraine. Seuls sept d'entre eux étaient du côté de la Russie, avec 35 abstentions. Bien qu'une majorité d'États de l'espace des Nations unies ait voté en faveur du retrait des troupes russes, cela n'a pas encore débouché sur un plan de paix mais reste sans conséquence en raison du pouvoir de veto de la Russie. Il n'y a aucune chance qu'un plan de paix ne vienne d'une tierce partie. Jusqu'à présent, il semble que seuls ceux qui ont commencé la guerre peuvent y mettre fin. Poutine peut mettre fin à la guerre immédiatement. Des négociations de paix ne peuvent avoir lieu que si les deux belligérants se rendent compte que la poursuite de la guerre est pire qu'un cessez-le-feu immédiat et qu'une négociation sur le statu quo. L'Ukraine n'y est pas disposée parce que 100.000 personnes ont été tuées et qu'elle se demande pourquoi elles sont mortes. Poutine n'est pas prêt d'un iota à renoncer à dénazifier l'Ukraine, à la démilitariser, à renverser le régime et à céder les quatre territoires annexés comme partie non négociable de la Fédération de Russie. Ces deux positions s'excluent mutuellement pour toute négociation de paix. Tant que cela sera le cas, il n'y aura pas de paix. Les Chinois n'ont aucun intérêt à mettre fin à la guerre, malgré leur plan de paix en douze points, car les Américains sont distraits du Pacifique avec des livraisons d'armes et d'argent en Ukraine, où la Chine étend son pouvoir contre Taiwan. D'ailleurs, deux choses s'excluent dans ce plan chinois : La Chine rappelle l'intégrité territoriale, pour ajouter en même temps qu'il faut tenir compte des intérêts légitimes des pays voisins.

L'élargissement de l'OTAN à l'Est

Derrière la justification de la guerre par la Russie se cache une attitude défensive, qui s'oppose à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et à l'impérialisme américain, selon le communiqué de Poutine peu avant la guerre d'agression de février 2022. Il veut combattre le fascisme en Ukraine, ainsi que le génocide des Russes ethniques dans l'Est de l'Ukraine. C'est pour lui la légitimité qu'il annonce au peuple russe pour l'opération militaire spéciale en Ukraine. Poutine y associe la dimension de politique étrangère selon laquelle les Américains et l'ensemble de l'Occident, avec l'élargissement de l'OTAN à l'Est, sont coupables de l'intervention militaire de la Russie, car ils menacent la sécurité russe. On constate actuellement une radicalisation de cette position chez Poutine. Il affirme ainsi que la Russie est en lutte contre le satanisme occidental. C'est exactement la pensée du patriarche orthodoxe russe Cyrille. C'est ainsi que Poutine justifie idéologiquement et politiquement cette guerre de défense intérieure, qui est pour lui une opération militaire spéciale.

Pourquoi pas un tribunal de guerre ?

A la question de savoir pourquoi il est impossible de mettre sur pied un tribunal de guerre pour juger les auteurs de cette guerre, Sapper répond qu'il est extrêmement compliqué d'initier des poursuites pénales en vertu du droit international. Ni la Russie ni l'Ukraine n'ont signé le statut de Rome, qui rend une telle poursuite possible. Le tribunal de guerre de La Haye ne peut pas non plus enquêter dans ce cas. L'Ukraine se soumet à cette juridiction en disant que la guerre d'agression est dirigée contre l'Etat ukrainien et que les crimes de

guerre ont lieu sur son territoire. Mais un tribunal spécial est actuellement en cours d'élaboration, car l'Ukraine a rassemblé un nombre incroyable de preuves documentant les crimes de guerre russes. Elle le fait en tant que service d'enquête et par le biais d'organisations non gouvernementales qui ont recensé des dizaines de milliers de cas jusqu'à présent. Cette guerre est complètement différente des autres guerres, car tous les gens enregistrent ce qui se passe avec leurs smartphones. L'horreur de Boutcha a ainsi été enregistrée en premier lieu par un homme qui, caché dans une grange, a regardé les parachutistes de Pskov ligoter les civils et les abattre les uns après les autres dans la rue. Il a ensuite immédiatement remis ces enregistrements aux services d'enquête pénale ukrainiens. Grâce à ce matériel, l'Ukraine a jusqu'à présent tenté de poursuivre pénalement certains auteurs de crimes de guerre. Jusqu'à présent, ce sont plutôt de jeunes criminels (âgés d'un peu plus de vingt ans) de la soldatesque russe qui ont été condamnés. Mais on ne peut pas s'attaquer aux gros poissons, aux présidents qui bénéficient de l'immunité. A moins qu'une ordonnance pénale ne soit émise par un Etat. En principe, tout Etat peut le faire conformément au principe du monde pénal, mais le parquet fédéral allemand y renonce parce qu'il pense que ce n'est qu'un acte symbolique. Ce n'est qu'en cas d'effondrement du régime en Russie, par exemple, qu'il serait possible d'arrêter Poutine, Shoigu, Patrouchev (chef du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie) et les autres principaux responsables russes de la guerre. Tant qu'il y a la guerre, les poursuites pénales sont impossibles. Un procès selon le modèle de Nuremberg ou comme dans le cas du tribunal yougoslave, où Milosevic, Mladic et d'autres avaient été inculpés, est pour l'instant politiquement irréalisable.

Poursuite de la guerre d'usure

Il est possible que cette guerre devienne une guerre d'usure et qu'elle le reste jusqu'à son terme. L'espoir que l'arrêt des armes occidentales mette fin à la guerre n'existe pas. En effet, les faits vont à l'encontre de cette idée, puisqu'il a été constaté que des actes de torture, des déportations et des crimes contre l'humanité ont lieu dans les territoires occupés par la Russie. Les textes d'Aseiv, un journaliste qui a longtemps séjourné dans un camp de concentration dans l'est de l'Ukraine, le prouvent. Il n'y a plus eu de guerre, mais les crimes contre la population civile ont continué. L'arrêt des livraisons d'armes conduit à l'abandon, à la chute de l'Ukraine. Cela ne signifie pas que le cours révisionniste du régime de Poutine soit terminé. On peut craindre que la prochaine étape soit l'attaque de la Russie contre les Moldaves, les Géorgiens ou les pays baltes.

Un nouvel ordre de paix européen avec la Russie n'est pas en vue

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Occident s'est protégé de l'URSS par le rideau de fer. En 1991, celui-ci a été démantelé et les relations commerciales avec la Russie ont été développées. Quelles seront les relations de l'Europe avec la Russie après la guerre ? Sapper n'a pas de réponse à cette question. Il fait toutefois remarquer qu'à l'avenir, l'Ukraine basera toute sa politique sur la sécurité de l'État vis-à-vis de la Russie. Elle n'aura plus confiance dans les hommes politiques russes, quoi qu'ils disent. Car depuis 2004, la Russie tente de déstabiliser et d'occuper l'Ukraine. La Russie n'est pas prête à reconnaître la validité des frontières étatiques. Ce n'était pas le cas avec l'URSS, qui était intéressée par le statu quo.

Si l'Ukraine perd la guerre, elle disparaîtra en tant qu'État et des millions de personnes supplémentaires quitteront le pays. Si l'Ukraine gagne la guerre, la priorité absolue dans le pays sera clairement l'intérêt de la sécurité. Tout le reste lui sera subordonné. La Russie restera une puissance revancharde si elle perd cette guerre. La voie commune de l'Europe avec la Russie est terminée. Il faudra plusieurs décennies avant que la confiance puisse à nouveau s'instaurer de l'Europe envers la Russie. Comment les Ukrainiens peuvent-ils faire confiance à un seul homme politique russe ? On leur a menti à maintes reprises pendant vingt ans : avec la tentative d'empoisonnement du président en 2004, l'ingérence dans le soulèvement du Maïdan, l'occupation de la Crimée, le début de la guerre dans l'est de l'Ukraine, etc. Il faudra au moins une génération pour qu'un nouvel ordre de paix avec la Russie incluse soit possible.

Sapper conclut son exposé en exprimant sa crainte qu'à l'avenir, la situation conflictuelle soit déterminée d'une part par des dictatures autoritaires comme la Russie et la Chine et d'autre part par des États libéraux-démocratiques. Ce n'est pas une perspective agréable, mais elle est plus réaliste.